Numéro 134
Jeudi
24 avril 1980

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Témoignage : un balayeur du métro s'explique • Québec : l'histoire de la belle province pèse sur le référendum • Enquête sur les municipalités de gauche : aujourd'hui, Roanne • Campagne présidentielle U.s : mécanique complexe • Corse : des cadeaux qui ne règlent rien • Ecole primaire : les français veulent davantage • Conférence communiste de Paris : franc succès

La participation selon Giscard

Petit projet pour une grande idée

Hier, actionnariat des salariés. Aujourd'hui, participation des travailleurs aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises. Demain, réduction du temps de travail... M. d'Estaing complète méthodiquement la panoplie de ses armes électorales.

Dieu, que la classe laborieuse va être heureuse après-demain ! Quand tous les ouvriers seront copropriétaires de leur usine et de leurs machines. Quand ils siègeront au Conseil d'administration de leur société et toucheront jetons de présence et dividendes. Quand ils ne travailleront plus que 1816 heures par an au lieu de 1920. Quand ils auront peut être même une cinquième semaine de vacances.

Et tout ça, c'est pour bientôt. Puisque la participation est le fort débat du moment à l'Assemblée nationale. La majorité s'y retrouve. Baiser d'amourette des gaullo-giscardiens et des giscardo-gaullistes. La participation n'était-elle pas le grand mot et la grande idée du grand général ? M. d'Estaing a retenu le mot. Qu'il n'ait fait de la grande idée qu'un petit projet n'empêche pas ceux qui se disent héritiers, de s'entendre pour partager les restes.

Un peu de lest

Quant à la durée du travail, sûr aussi qu'on va la réduire. La preuve : c'est écrit dans le rapport du P.d.g d'Air-France, M. Giraudet, qui avait été chargé de ça et vient de remettre au gouvernement ses propositions « d'aménagement ». Propositions assez peu proposantes pour que les patrons puissent les accepter, même en tordant un peu le nez. Surtout quand on leur expliquera qu'il faut bien, avant les élections, lâcher un peu de lest pour assurer l'avenir présidentiel. Garantie pour eux de bénéficier d'encore sept ans de bonheur.

Du côté des syndicats, il y en a bien quelques uns qui marcheront. D'autant que M. Giraudet a mis dans son rapport, juste ce qu'il faut pour que celui-ci ou celui-là y trouve le début de commencement de satisfaction dont il devra se satisfaire.

Pour tout le monde donc, il fera bon vivre en giscardie. Pour peu qu'on y reste.

Il suffit en attendant cette nouvelle ère promise de vivre la réalité d'aujourd'hui. C'est-à-dire pour les travailleurs qui ont du travail, de s'arranger avec la baisse, aujourd'hui reconnue, de leur pouvoir d'achat.

Même en truquant les chiffres, le pouvoir ne peut plus nier cette baisse. L'Institut de la Statistique l'avait évaluée en février entre 0,3 et 2,6 % pour l'année 1979 et pour les salariés.

Raymond Barre, lui, s'était trompé dans ses chiffres puisqu'il estimait, au contraire, que le pouvoir d'achat salarial avait augmenté de 1,4 %. Mais le ministère du Travail, lui-même, vient de démentir les mensonges du Premier ministre en confirmant qu'il y avait bel et bien eu baisse. On n'est jamais si bien desservi que par les siens.

Georges Fillioud

épinglé

« Nous allons continuer à intensifier notre combat pour la vérité, contre le mensonge et l'hypocrisie d'où qu'elle vienne »

Georges Marchais, lundi dernier.

Fonds monétaire international

Comment les Américains veulent imposer la gomme à effacer leurs dettes

Vendredi se réunit à Hambourg en Allemagne fédérale, le Comité intérimaire du Front monétaire International (F.m.i), autrement dit l'organe directeur de ce qui devrait être le grand régulateur du système monétaire international : 21 pays y seront représentés par leurs ministres des finances et leurs gouverneurs de banque centrale.

Objet de cette réunion : aller plus avant dans la mise sur pied d'un « compte de substitution ». En clair sous cette formule technique : trouver une sorte de mécanisme plus ou moins automatique pour recycler les dollars en circulation dans le monde et notamment dans les pays pétroliers.

La multiplication de ces dollars a pris de telles proportions - on parle de 300 milliards de dollars en circulation hors des Etats Unis - que c'est l'ensemble du système monétaire qui s'en trouve fragilisé. Ces capitaux, dont une bonne partie est liquide et donc propre à se placer au jour le jour, peuvent en effet mettre en marche des jeux spéculatif proprement incontrôlables. On l'a vu sur l'or récemment.

D'où un raisonnement simple : certains pays accumulent des excédents (120 milliards de dollars dans les pays producteurs de pétrole), d'autres ont des déficits de balance des paiements (70 milliards de dollars pour les pays industrialisés, 50 milliards de dollars pour le tiers monde « non pétrolier » en 1980).

Alors pourquoi ne pas utiliser les excédents des uns pour financer les déficits des autres ? Et tout le monde serait content, le compte de substitution envisagé servant de relais.

Ce schéma idéal est cependant largement biaisé dans la mesure où il revient proprement à **annuler la dette des Etats-Unis**, représentée par les dollars circulant à l'extérieur des U.s.a.

Aucun remboursement

Il est en effet prévu que les détenteurs de dollars déposent leurs avoirs - 20 milliards de dollars dans un premier temps - au Fonds Monétaire International en échange de certificats libellés en D.t.s (Droits de tirages spéciaux émis précisément par le F.m.i) ne comportant **aucune échéance de remboursement.** Les dollars recueillis seraient ensuite reprêtés à long terme aux Etats-Unis par le F.m.i.

Moyen élégant de tirer un trait sur la profusion de dollars (dont des Américains ont longtemps sû profiter) en donnant aux détenteurs actuels de ces dollars une contrepartie. Mais celle-ci pourrait vite s'apparenter à des chiffons de papier. Ces fameux D.t.s valent en effet ce que vaut un « panier » de seize devises dans lequel le dollar intervient lui-même pour 33 %. Que

(suite en page 2)

POSITION

Le référendum du Québec

En finir avec 220 ans de domination anglaise

par Jacques Robertbois

«Ce jour là, nous aurons aussi l'occasion de réaffirmer tous ensemble notre volonté de voir le Québec poursuivre, en l'accélérant de manière décisive, sa marche vers la complète reconnaissance de ses droits.» C'est ainsi que René Lévesque, Premier ministre provincial du Québec, a lancé la semaine dernière la campagne référendaire, qui doit amener le 20 mai les Québecois à se décider sur la souveraineté - association de leur province.

Mal comprise en France, cette volonté de scission qui anime le Québec est le fruit d'un long quiproquo historique.

Quand les français et Jacques Cartier découvrent le Canada en 1534, il ne s'agit pas d'une invasion mais d'une colonisation territoriale. A l'exception de tribus indiennes, le pays est vierge et pendant deux siècles les émigrants français se battront davantage contre la nature que contre d'autres peuples. Ils créeront là-bas une dépendance de la couronne, sur des terres conquises.

Quand, en 1760, l'armée de Montcalm est défaite à Québec par l'anglais Levis, les Français se sentent envahis, comme cent dix ans plus tard les Alsaciens et les Lorrains.

Mais si l'Etat français n'a de cesse de récupérer ses provinces métropolitaines, dès Louis XV elle abandonne le Canada français et sa population à l'Angleterre. La France se désintéresse de «la belle province», tout comme elle abandonnera la Louisiane, plus tard, sous Napoléon.

L'acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867 aggrave le ressentiment québecois. En accordant l'indépendance aux provinces canadiennes, la reine Victoria transmet aux colons britanniques la souveraineté sur le Québec.

Les Québecois, en 220 ans de domination britannique, se sont beaucoup développés économiquement et démographiquement. Et ils n'ont jamais accepté cette domination. Les cent treize années de Confédération canadienne sont pleines de conflits entre les Canadiens français et anglais. Les exemples les plus célèbres sont les refus québecois de la conscription lors des deux dernières guerres mondiales : pour dire non à une Angleterre, puissance d'invasion, mais non aussi à une France qui les avait lâchés.

Après des décennies d'un pouvoir obscurantiste et dominé par l'Eglise catholique, qui s'est achevé en 1961 avec la défaite du Premier ministre Duplessis, autocrate qui a dirigé le Québec plus de trente ans, le réveil a été violent.

Renaissance d'une identité

Le Front de Libération québecois (F.l.q), mais aussi les mouvements culturels et artistiques d'un grand rayonnement, ont beaucoup contribué à la renaissance de l'identité propre du Canada françcais.

Le sentiment qui prévaut actuellement du Québec est celui d'être une puissance musclée. Six millions d'habitants (un tiers des Canadiens), un pays grand comme onze fois la France, riche économiquement, riche également d'avenir. Grâce au complexe hydro-électrique de la baie James, le Québec est déjà exportateur d'énergie en Amérique du Nord.

Le contraste est pourtant saisissant entre le Québec et les autres provinces, entre la ville de Québec (un peu Saint-Malo) et Ottawa (très victorien). Cinq cents kilomètres les séparent, mais c'est Ottawa qui commande. Même la très cosmopolite Montréal (2e ville francophone après Paris, avant Lyon et Marseille) est très «française».

Peu étonnant dans ces conditions que les Québecois, qui se sont longtemps sentis opprimés, souhaitent obtenir une souveraineté propre. C'est le sens de ce référendum.

A suivre, demain :
Les forces politiques en présence

TEMOIGNAGE

Entretien du métro

Rachid, Youssef, Abdallah et les autres...

L'Afrique noire et maghrebine est très bien représentée dans les couloirs du métro, puisque les neuf cents nettoyeurs en sont tous issus.

Plusieurs fois par semaine, ils se retrouvent à la Bourse du Travail à Paris, en Assemblée. Généralement souriants, surtout plutôt sûrs d'eux, de leur droit, de la justesse de leurs revendications.

Iessadd est tunisien, il a 41 ans, et est marié. Sa femme et ses trois enfants sont restés là-bas, où il ne les voit qu'un mois par an. De 8 h à 17 h, six jours consécutifs, avec les sept camarades de son équipe, il balaie les couloirs du secteur Montparnasse. Deux heures pour une station, qui sera nettoyée trois fois dans la journée. L'équipe de Iessadd fera quatre stations.

«Deux heures, ce n'est pas assez pour une station, dit-il. Il faut aussi faire les corbeilles, aller chercher de l'eau, nettoyer les toilettes, la recette, les escaliers. Certaines fois, dans ce délai, un homme seul doit faire les deux quais et les quatre sorties, toujours avec les corbeilles et sa seule raclette».

Iessadd pour ce travail gagne 2.300 F par mois, soit 13,12 F de l'heure, moins que le S.m.i.c. Il envoie 1.000 F à sa famille, et laisse 450 F à son propriétaire, pour une petite pièce dans le XIe arrondissement. Pourquoi, demande-t-il, gagne-t-on moins que le salaire minimum ? Pourquoi sont-ce les ouvriers étrangers qui font les travaux les plus sales ? On ne demande pas grand chose : 2.800 F. Il paraît que les travailleurs des égoûts de Paris gagnent 3.300 F. Est-ce parce qu'ils sont français ?

Lorsqu'on lui demande s'il ne craint pas des représailles (après les circulaires Bonnet-Stoléru), Iessadd sourit : «ils ne peuvent pas renvoyer tout le monde, et on est 900 à faire la grève».

Un peu de justice !

Iessadd est en France depuis dix ans. Outre la revendication salariale, avec ses camarades, il demande un peu de justice : l'accès aux douches de la R.a.t.p, à la cantine et... une carte de circulation dans le métro pour toutes les zones.

Il veut aussi du chauffage pour l'heure de repos, le midi ; de pouvoir chauffer sa gamelle, pour ne pas manger froid ! Est-ce vraiment une revendication exagérée ?

Iessadd est confiant dans le mouvement. Les soldats - que Chirac voudrait faire intervenir ? - la grève continuera quand même ! Est-ce à la R.a.t.p ou aux patrons des entreprises de nettoyage de négocier ? Chacun dit que cela dépend de l'autre, mais «nous ne sommes pas des ballons» - «C'est la R.a.t.p qui paie les patrons c'est d'elle que dépend le conflit».

Et les voyageurs, comment voient-ils la grève ? Iessadd pense qu'ils prennent maintenant conscience que le métro était propre. Et que les revendications sont justes.

Iessadd ne veut pas que ses enfants viennent en France. Le racisme des gens ne le gêne pas tant que celui de l'Etat.

Fonds monétaire

(suite de la première page)

la monnaie américaine dégringole, et les D.t.s. suivent.

Dans ces conditions, on comprend la méfiance des détenteurs de dollars qui exigent que le risque de change leur soit garanti. Comment ? « Sur l'or encore détenu par le F.m.i » prétendent les Américains. « Pas question » répliquent les pays en voie de développement qui doivent précisément bénéficier des ventes d'or du F.m.i. « A la fois par cet or (30 %) et par des contributions nationales (dont celle des Etats-Unis à hauteur de 50 %) » ont préconisé les ministres des Finances des « Neuf » réunis ce dernier week-end à Luxembourg.

La balle est donc maintenant dans le camp américain qui risque de voir échouer le tentative de véritable hold-up que constituait son projet initial.

L'enjeu de ce compte de substitution est donc fondamentalement politique malgré tous les aspects techniques qui le dissimulent. En ce lieu comme dans d'autres les pays européens, dont la France, feront la décision. Et montreront donc, plus fondamentalement encore que dans l'affaire iranienne, quel camp ils choisissent.

L'alignement atlantique, cela peut exister aussi - voire surtout - en matière monétaire.

Enquête : municipalité de gauche

Jean Auroux à Roanne :

« Ici, pas de division »

Après le vote des budgets communaux de 1980, à mi-mandat à Roanne comme les autres municipalités de gauche on fait le bilan.

A cette occasion, je tiens à dire, qu'ici, je n'ai pas le sentiment d'une volonté de division de la part de notre principal partenaire de Parti communiste au contraire.

Le Conseil municipal de Roanne élu en 1977 est composé de 35 conseillers dont 15 socialistes, 16 communistes, 3 radicaux 1 P.s.u. Les communistes n'y sont pas majoritaires, mais ne sont pas pour autant mal-traités ! Les socialistes n'ont aucune pratique autoritaire, et œuvrent continuellement pour l'Union.

En effet, au niveau du partage des responsabilités, le Parti communiste est largement représenté puisqu'il dispose des postes de premier adjoint au maire et de quatre autres adjoints sur douze. De plus des 12 Commissions municipales 5 sont présidées par un communiste. Au niveau de la vie municipale interne, nous avons pu réaliser de nombreuses actions positives, décidées toutes à l'unanimité.

Cet acquis doit être intégré au bilan.

Parmi ces mesures il faut noter particulièrement le vote des budgets, la défense de l'emploi, de l'enseignement public, de l'office public d'HLM, le développement économique de la région (la zone industrielle, la maison de la formation, l'association de développement économique de l'arrondissement de Roanne) le développement de l'action sociale, et en particulier la défense des immigrés, l'action culturelle et sportive. Mais surtout, c'est une approche plus démocratique de l'appréhension des problèmes par un échange permanent avec les populations, les syndicats, les associations etc ... qui a été mis en œuvre.

Le bilan politique de notre municipalité d'Union de la gauche est là. Le contrat que nous avons passés en 1977 lors des élections municipales permet la cohabitation quotidienne et effective des élus de gauche. A Roanne les socialistes sont majoritaires et ont donc la responsabilité de l'exercice du pouvoir local. Ils l'exercent fidèlement par rapport à leurs engagements passés tant vis à vis des électeurs qu'avec leur partenaire.

Les socialistes roannais savent bien que tout ce qui affaiblit l'un d'entre nous porte atteinte à l'ensemble et que tout ce qui porte tort à l'ensemble maintient ou redonne du pouvoir à la droite.

Jean Auroux

Député maire de Roanne

CEVENNES

En ce qui concerne l'extraction houillère, des mesures de relance très partielles ont été prises par le gouvernement, à l'exception du Bassin des Cévennes qui voit son avenir condamné irrémédiablement par le gouvernement, contre l'avis des travailleurs et des populations concernées.

Contrairement à la plupart des grands pays industriels, la France continue de renoncer à la mise en place d'une véritable politique charbonnière, alors même que les solutions énergétiques alternatives - le choix nucléaire en particulier - sont loin d'être satisfaisantes. Le Bassin des Cévennes recèle des ressources hautement rentables, de l'avis unanime des spécialistes.

C'est dans ce contexte que le Conseil régional du Languedoc-Roussillon a inscrit, lors de la Session du 11 février 1980 consacrée au vote du Budget primitif de la région, un crédit de 11 millions de F en faveur des charbonnages de France pour l'ouverture de l'exploitation du gisement de Ladrecht et la poursuite de l'activité charbonnière cévenole.

Edgard Tailhades, sénateur, a posé une question orale avec débat sur ce sujet.

AGRESSION

Dimanche 20 avril, vers 11 heures, devant le Marché St-Quentin, des militants qui vendaient la presse de gauche (socialistes et communistes) ont été sauvagement attaqués par un commando d'une vingtaine d'individus.

Un militant de la 10e section du Parti socialiste a été violemment frappé et a dû être conduit à l'hôpital, de même qu'un camarade communiste.

Cette attaque révèle les atteintes faites aux droits les plus élémentaires, et au premier chef à la liberté de vivre et de s'exprimer que les milieux du pouvoir ne sauraient supporter.

Une fois de plus, la liberté individuelle est cruellement atteinte, ainsi que le droit à l'expression alors que s'aggravent la crise sociale et corrélativement le pourrissement du régime giscardien.

LIQUIDATION

Une entreprise de travaux publics est mise en liquidation judiciaire parce que sa banque, la Banque de Constructions et Travaux public, (B.C.T), leur coupe brutalement les crédits habituels, malgré la charge d'un carnet de commandes d'un an.

Les 200 travailleurs de l'entreprise Dorgebray viennent de recevoir leur lettre de licenciement du syndic qui n'envisage aucune solution de sauvetage.

La section socialiste de Villebon a immédiatement marqué son soutien actif aux travailleurs au cours des Assemblées générales et manifestations de rues organisées par ces derniers pour affirmer avec force leur désir de continuer à travailler, et leur refus de venir grossir le nombre des chômeurs.

Sur proposition du Groupe socialiste, la municipalité d'Union de la gauche a décidé de convoquer un Conseil municipal extraordinaire devant l'entreprise, à 18 h 30, vendredi 25 avril, en transformant, par arrêté municipal un camion de la commune, en mairie annexe, afin de dénoncer solennellement le rôle néfaste de l'appareil bancaire dans la suppression d'entreprises souvent saines.

8 MAI, JOUR FERIE

Une fois de plus, le gouvernement s'est opposé, mardi à la Conférence des Présidents, à l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, des propositions de loi tendant à faire du 8 mai un jour chômé et férié. Aussi, dès le début de la séance de nuit, André Delehedde, député socialiste du Pas-de-Calais, a vigoureusement protesté contre le refus obstiné du pouvoir d'ouvrir ce débat réclamé depuis longtemps par la gauche, et maintenant par une partie de la droite elle-même. Georges Fillioud a alors demandé une suspension de séance, seul moyen de procédure permettant d'obliger les députés à se prononcer. En effet, en ce cas, le Président est obligé par le règlement, de faire voter sur une telle demande. Elle avait bien entendu la signification d'une protestation et exprimait en même temps une volonté sur le fond.

Les députés R.p.r ont voté avec les socialistes et les communistes. La demande de Georges Fillioud a ainsi été adoptée par 335 voix contre 0, l'U.d.f ne prenant pas part au vote.

TUNISIE

Le P.s a reçu, des opposants tunisiens réunis à Paris en collectif, la lettre suivante :

« chers camarades,

« Les organisations et associations tunisiennes rassemblées autour de la campagne pour la vie sauve aux condamnés de Gafsa « campagne jusqu'à Gafsa » puis dans le cadre de la « Riposte unitaire aux pendaisons de Tunisie », déplorent vivement le caractère incomplet, voire inexact, de certaines informations parues dans la presse française concernant les prises de position du P.s. sur l'affaire de Gafsa et l'action qu'il a déployée pour susciter un geste de clémence et d'apaisement de la part du chef de l'état tunisien.

« nous avons à la fois apprécié les commentaires de *Riposte*, de *l'unité* et la façon conséquente dont le P.s a su affirmer son soutien à certaines de nos initiatives, tels le meeting du 26 mars 1980 et la délégation au consulat de Tunisie le 10 avril 1980.

« Nous avons d'ailleurs envoyé une lettre de mise au point au journal « Le Monde » le 27 mars et nous avons fait état de ces rectificatifs dans nos brochures n° 3 et n° 4.

« Enfin, nous nous sommes gardés pour notre part de tout amalgame entre le Parti unique Tunisien, Psd, et l'Internationale socialiste, car nous sommes attentifs à l'évolution, durant les trois dernières années, des rapports entre le Psd, qui n'est pas membre de l'I.s et cette dernière ».

RIPOSTE

12, cité Malesherbes - 75009 PARIS - Tél 878.40.73
Télex : 660 582 F
Directeur : Georges Fillioud
Directeur-Délégué : Henri Pradeaux
Edition : Gérard Colé
Rédaction : Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Numéro de commission paritaire : 60122
Abonnement : 250 F par an
Composition : Ofres - **Impression** : Gaulier-Paris

TELE P.S

DIMANCHE 27 A 13H.00 SUR R.T.L INTERVIEW

"L'EVENEMENT" DE FRANCOIS MITTERRAND.

Campagne présidentielle américaine

Rien n'est joué

Tous les 4 ans, les Américains choisissent un président. Mais le processus qui mène à son élection dure exactement un an.

C'est en effet le 21 janvier 1980 qu'ont eu lieu dans l'Iowa les premières réunions à l'échelon des sections électorales pour choisir les Délégués aux Conventions de Comté. Et c'est le 20 janvier 1981 que le Président sera intronisé sur les marches du Capitole à Washington.

Cette élection revêt bien évidemment une importance mondiale, et de semaine en semaine, la presse diffuse et commente des résultats, sans qu'il soit toujours possible, tant le processus est complexe, de donner des indications précises sur la portée des résultats.

Par exemple, quel sens peut-on donner à la victoire de Ted Kennedy sur Carter, et à celle de Georges Bush sur Ronald Reagan dans les élections primaires qui se sont déroulées mardi en Pennsylvanie ?

Une campagne en deux temps

Il faut d'abord préciser que la machine électorale américaine fonctionne en deux temps.

Dans un premier temps, qui se déroule actuellement, les partis désignent leur candidat. Cette phase nous amènera aux deux Conventions nationales qui auront lieu respectivement le 14 juillet pour le Parti républicain (l'opposition désigne traditionnellement son candidat avant le Parti du Président sortant) et le 11 août pour le Parti démocrate. La désignation a lieu en fonction des règles dont les partis de chaque Etat sont maîtres.

Ainsi 35 Etats ont choisi le principe des primaires, alors que les 15 autres utilisent le système des conventions.

Si les délégués sont désignés par convention, le candidat fait campagne discrète auprès des Comités locaux, un peu à la manière d'une campagne sénatoriale chez nous.

Les élections primaires, en revanche, échappent plus nettement aux Etats-majors politiques, encore que celles-ci ne désignent que 3/4 des délégués, le Comité du Parti de l'Etat se réservant la désignation du 1/4 restant, en particulier pour équilibrer la représentation des «minorités» (femmes, jeunes, noirs).

La phase des élections primaires représente donc pour les candidats une véritable campagne, qui est fort onéreuse. Aussi chacun des candidats ne se présente-t-il pas nécessairement à toutes les primaires, et négligent par exemple les Etats à faible population.

Aussi lorsque les délégués arrivent à la Convention nationale, on sait combien de délégués sûrs se sont portés sur chaque candidat, mais il reste des délégués qui ne se sont pas déterminés pour ceux qui restent en piste. La désignation se fait à la majorité absolue, et les ballotages donnent lieu à des tractations qui laissent souvent jusqu'au bout planer l'incertitude.

C'est alors que se déroule enfin la campagne nationale qui commence le premier lundi de septembre, pendant 2 mois, jusqu'au scrutin qui a lieu le premier mardi de novembre.

C'est sur cette toile de fond que se déroulaient les élections primaires de Pennsylvanie.

Les démocrates réuniront 3331 délégués à leur Convention nationale. La majorité absolue est donc de 1 666 délégués.

Carter avait lundi 495 délégués d'avance sur Kennedy. Rien n'est donc joué. Il était cependant psychologiquement déterminant pour Ted Kennedy de gagner à Philadelphie, car le piétinement des affaires iraniennes et le poids de plus en plus lourd de l'échec de la politique anti-inflationiste de la Maison-Blanche devraient finir par aider Kennedy à retourner la campagne à son profit.

Reagan avait de son côté 581 délégués d'avance sur Bush et la majorité absolue chez les Républicains n'est que de 997 délégués.

La victoire de Georges Bush est donc moins significative et lui permet seulement de rester dans la course.

Mais dans les deux cas, le système électoral américain est bien fait pour receler des surprises et il est tout à fait prématuré de faire des pronostics sérieux avant les Conventions nationales de cet été.

Les Français et l'école primaire

Environ un Français sur deux (48% exactement) estime que l'instruction primaire «n'est pas très satisfaisante» d'après un sondage effectué par la Sofres pour le *Midi Libre* - 39% des personnes interrogées sont d'un avis contraire-. Par ailleurs, 57% d'entre elles estiment qu'il y a trop d'élèves par classe et 39% que les rythmes scolaires ne sont pas adaptés aux élèves.

Corse : les carottes pré-électorales de Giscard

Exploiter un problème n'est pas le traiter mais cela peut coûter moins et rapporter plus dans une perspective strictement électoraliste.

Ainsi le communiqué officiel publié mardi à propos de la «séance de travail» entre Giscard et les parlementaires corses fait-il état des «mesures concrètes prises en application des décisions intervenues *lors du voyage du Président de la République*».

Le voyage en question date du mois de juin de l'avant-dernière année et nous croyons savoir qu'il s'est passé pas mal de choses en Corse depuis.

C'est la semaine prochaine, pure coïncidence, que s'ouvre le procès des militants arrêtés à la suite des événements d'Ajaccio et Bastelica, treize d'entre-eux étant toujours emprisonnés. Mais imagine-t-on un communiqué de l'Elysée commençant par «En réponse à la juste révolte du peuple corse qui revendique l'égalité des chances en tous domaines avec le reste des Français, des mesures concrètes, etc...» ? On l'imagine si peu que la formulation de l'Elysée a été reprise le soir-même sans guillemets par la plupart des commentateurs des journaux, radio et tv.

Quand on vise trop bas...

Le message, donc, est bien passé : le président s'occupe des corses. En même temps qu'on lâchait sur les marches du Palais quatre parlementaires hilares les bras chargés de cadeaux présidentiels : 6,3 millions pour la réfection des routes, 300 millions pour la «continuité territoriale» (liaisons île-continent), 60 créations d'emploi pour Bastia... C'est peu il est vrai, mais chacun sait que le succès de l'opération Bonux ne reposait pas sur la valeur du cadeau.

Il arrive, pourtant, que des campagnes ratent leur cible pour l'avoir mal appréciée. Par exemple, en visant trop bas.

Les Corses entendent qu'on apporte à leur problème politique des solutions politiques, par la voie institutionnelle : la gauche a plusieurs fois demandé un débat parlementaire, qui lui a été refusé. Tandis que le gouvernement renforçait la répression dans l'île en laissant au président-candidat la gloire d'agiter quelques maigres carottes pré-électorales aux yeux d'une population qui n'a jamais demandé de cadeaux et semble de moins en moins disposée à en faire.

Le problème corse reste entier.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et prénom .....

Adresse .....

☐ Abonnement à l'an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Règlement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

Conférence des P.c européens : les roumains non plus

Le Parti communiste roumain ne participera pas à la conférence des P.c européens organisée à Paris à la fin du mois par les Communistes français et polonais. Motif invoqué : cette réunion n'a pas été suffisamment préparée et ne semble pas «en mesure de répondre aux problèmes internationaux du moment».

Les communistes roumains sont les premiers membres du pacte de Varsovie à boycotter la réunion de Paris, à laquelle les P.c italien, espagnol, yougoslave, néerlandais et britannique ont déjà refusé de participer.